

ASSEMBLEE NATIONALE

7^{ème} Législature

BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

**DISCOURS DE CLOTURE
DE LA PREMIERE SESSION ORDINAIRE
DE L'ANNEE 2019
DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
Alassane Bala SAKANDE,
PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE**

Ouagadougou, le 03 juin 2019

PRESEANCE

Ouverte le 06 mars 2019, et après d'intenses travaux tant en commissions qu'en plénières, ou à travers des interpellations du gouvernement au moyen de questions orales, écrites et d'actualité, la première session ordinaire de l'année est à son terme.

Elle s'achève comme elle a commencé, c'est-à-dire dans un contexte national jamais vécu de mémoire de Burkinabé.

En effet, dans l'évolution sociopolitique de la Haute-Volta au Burkina Faso, jamais le pays n'a été confronté à une conjonction de défis pareille à celle qui est aujourd'hui la nôtre.

Avec votre autorisation, je voudrais rappeler succinctement la conjoncture nationale, non pas pour m'apitoyer mais bien au contraire pour exprimer cette formidable espérance qui nous anime face aux épreuves du moment.

« Les expériences acquises au cours de ma carrière professionnelle et de mon parcours politique m'ont convaincu que les problèmes que vivent les burkinabé ne sont ni une fatalité, ni insurmontables. Le peuple burkinabé a toujours démontré sa capacité de mobilisation autour de ses préoccupations de bien-être, d'équité, de justice sociale et de paix. Face aux multiples crises politiques, sociales, économiques qu'il a traversées ces dernières années, notre peuple a su faire preuve d'une grande capacité à surmonter les épreuves et à poursuivre son développement. » Vous vous en doutez, ces propos empreints de conviction et d'espoir ne sont pas de moi mais ceux de son Excellence Monsieur Roch Marc Christian Kaboré alors

qu'en compétition avec d'autres, il sollicitait les suffrages des Burkinabé. Leur justesse tient à leur caractère véridique et intemporel. Véridique, parce qu'ils s'inspirent du passé récent et lointain de notre pays ; intemporel parce qu'ils se sont révélés prémonitoires : ils disent que nous serons inquiétés mais nous en sortirons plus forts, plus unis et plus solidaires que jamais comme nous savons le faire. Ils louent notre capacité à nous développer, mieux, à continuer à nous projeter dans l'avenir en dépit d'événements déstabilisants et de traumatismes parfois sévères.

Me souvenant du Discours sur l'état de la nation que le Premier ministre a prononcé devant nous il y a de cela quelques deux semaines, permettez-moi de m'appesantir sur deux sujets dont la gravité commande un langage de vérité, une réponse de lucidité, une action de solidarité et un esprit de sacrifice. Ces deux préoccupations majeures, vous l'aurez sans doute deviné, sont liées, l'une, à la situation sécuritaire du pays, et l'autre, aux conflits sociaux dans le secteur public.

Monsieur le Premier Ministre,

Honorables députés,

Distingués invités,

Mesdames et messieurs

Je l'annonçais tantôt : les heures difficiles que nous traversons exige un langage de vérité. Je vous dois cette vérité, nous devons cette vérité à notre peuple : nous sommes en guerre !

Certes, notre peuple est nourri des valeurs de paix. Mais quand des individus s'en prennent à des membres d'une communauté religieuse, comme ce fut le cas à Sirgadji, dans le Soum, où un pasteur et cinq autres fidèles ont été assassinés, comme ce fut le cas à Dablo, dans le Sanmatenga, où un prêtre et cinq paroissiens ont été tués, comme ce fut le cas à Arbinda dans le Soum, où un cheikh, son fils et son neveu ont été abattus, comme ce fut encore le cas à Samonayé, dans le Séno, où un imam et son fils, ont été enlevés puis exécutés, et comme ce fut dernièrement le cas à Toulfé, dans le Lorum, où quatre personnes ont perdu la vie dans l'attaque d'une église alors, c'est à la nation toute entière qu'ils ont déclaré la guerre.

Certes, notre pays est attaché aux idéaux de paix. Mais quand des hordes armées attaquent nos postes militaires, de gendarmerie, de police, de douanes et des Eaux et Forêts, c'est à la nation toute entière qu'elles ont déclaré la guerre.

Certes, notre patrie est résolument tournée vers les principes de paix. Mais quand du fait de la terreur des barbares d'un autre âge, près de 2 000 écoles sont fermées et plus de 300 000 élèves blottis contre leurs parents de peur, il n'y a pas autre mot que la guerre pour nommer une telle situation.

A la mémoire de toutes les victimes des attaques terroristes, je vous demande d'observer une minute de recueillement.

.....

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs...

La liste de toutes les meurtrissures lâchement portées contre la mère patrie et ses enfants est longue. Elle le sera sans doute davantage.

Oui, elle le sera sans doute davantage parce que l'histoire des peuples en lutte contre le terrorisme nous enseigne qu'il s'agit là d'une guerre pour la vie mais aussi d'une guerre à vie. Elle sera permanente et éprouvante. Je vous dois cette autre vérité cruelle. Il nous faudra donc apprendre à vivre avec.

Oui, apprendre à vivre avec mais pas apprendre à nous y habituer, et encore moins à nous résigner.

Comme l'affirmait le président Thomas Sankara, « la tragédie des peuples révèle de grands hommes ».

En ces moments d'épreuves, de drames, de larmes et de souffrance, les grands hommes ce sont nos militaires, nos gendarmes, nos policiers, nos douaniers et nos Eaux et Forêts qui sont engagés sur les théâtres d'opération, avec professionnalisme et détermination, mais parfois au péril de leur vie, pour la sécurité nationale.

A tous ceux d'entre eux qui y ont malheureusement trouvé la mort, la patrie leur est reconnaissante.

Mais soyons rassurés, leur sacrifice suprême n'aura pas été vain.

L'opération « Otapuanu », ou « pluie de feu » en Gulmanchema, lancé le 7 mars 2019 sur les régions de l'Est et Centre-Est a permis de neutraliser un grand nombre d'ennemis, de démanteler des bases terroristes et surtout de restaurer l'autorité de l'Etat sur ces deux localités du pays.

L'opération « Ndofou », ou « déraciner » en Fulfuldé en cours, se déroule sous d'heureux présages dans les régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel. Sans pour autant trahir le secret militaire, je peux vous rassurer que cette campagne a déjà permis de déraciner nombre de ces plantes vénéneuses qui se sont aventurées à pousser sur nos terres.

Honorables députés,

Mesdames et Messieurs

Même si cette guerre incombe aux forces de défense et de sécurité qui ont choisi le métier des armes, c'est le peuple tout entier qui doit se sentir engagé, solidaire de leurs efforts et de leur sacrifice.

C'est le Burkina Faso tout entier qui doit les accompagner de sa confiance, de son affection, de son admiration et de sa collaboration.

Cette exigence patriotique a aussi révélé de grands hommes.

Ces grands hommes, ce sont ces fonctionnaires qui, malgré les menaces quotidiennes dans leurs lieux d'affectation, continuent d'assurer le service public.

Ces grands hommes, ce sont ces femmes, ces hommes qui, malgré les risques divers, poursuivent héroïquement leurs activités de production afin de sauver l'économie locale de l'effondrement.

Ces grands hommes, ce sont les élus locaux, les chefs coutumiers et religieux, les membres d'organisations de la société civile, les employés d'ONG qui, malgré le péril, poursuivent leur rôle et missions à l'image d'un commandant qui n'abandonne jamais son navire même en pleine tempête.

Tous ces actes d'héroïsme auront valeur d'exemple dans l'histoire de notre peuple dont l'indépendance, la liberté et la sécurité ne sont pas négociables.

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs

Depuis plus de trois ans, nos ennemis ne cessent de s'attaquer à notre démocratie, depuis plus de trois ans, ils ne cessent de porter des coups à notre nation, depuis plus de trois ans, ils ne cessent de défier nos institutions.

Mais c'est avec les armes de notre démocratie que nous allons les combattre, c'est avec la puissance de l'amour pour notre nation que nous allons organiser la riposte, c'est avec la force de nos institutions que nous allons répondre à leurs abominations.

C'est pourquoi l'esprit de discernement et le sens de la retenue doivent continuer de guider nos actions.

Oui, l'esprit de discernement et le sens de la retenue sont les seuls antidotes contre les germes de la division que les forces obscurantistes tentent d'inoculer en notre sein.

En effet, avec la perfidie qui a toujours marqué leur mode opératoire, les groupes terroristes visent désormais à nous faire entrer dans une logique de conflit communautaire en cherchant à instaurer la haine ethnique et religieuse, à attiser les tensions sociales et à provoquer le divorce entre nos concitoyens.

Les assassinats ciblés contre des protestants, des catholiques, des musulmans et de chefs traditionnels procèdent de cette funeste entreprise.

Les actes de représailles entre groupes ethniques qui ont entraîné la mort de nombreux compatriotes procède de cette ignoble stratégie visant à mettre à mal la cohésion sociale.

Mais, ne nous méprenons pas.

Nous ne sommes pas engagés dans une guerre d'ethnies, car nos ennemis n'en constituent aucune.

Nous ne sommes pas engagés dans une guerre de religions car, nos ennemis n'en représentent aucune.

Nous sommes engagés dans une guerre contre les ennemis de la vie.

C'est pourquoi, chacun de nous doit assumer et célébrer la part des autres religions qui est en lui. Et cette part des autres religions qui est en chacun de nous c'est l'amour du prochain.

C'est pourquoi, chacun de nous doit assumer et magnifier la part des autres ethnies qui est en lui. Et cette part des autres ethnies qui est en chacun de nous c'est l'esprit de fraternité.

Nous devons mener la riposte sans nous écarter de notre désir de vivre ensemble, comme nous l'avons toujours fait.

Nous devons résister en restant nous-mêmes, c'est-à-dire unis dans la diversité.

C'est ce beau message que les responsables religieux doivent continuer de proclamer en ces moments difficiles.

C'est ce beau message que les chefs coutumiers doivent continuer de propager en ces instants décisifs.

C'est ce beau message que les hommes politiques, aussi bien de la majorité que de l'opposition, doivent continuer d'avoir en partage à l'heure actuelle.

C'est ce beau message que la société civile doit continuer de répandre à travers nos villes et nos campagnes

C'est ce beau message que nous devons continuer d'enseigner dans nos familles, dans nos écoles et partout où nous sommes rassemblés.

Monsieur le Premier ministre,

Honorables députés,

Distingués invités,

Mesdames et messieurs.

C'est dans ce contexte de lutte contre le terrorisme où nombre de nos soldats aux fronts ou ailleurs risquent quotidiennement leur vie et où la relance économique et nos efforts d'investissement sont affectés, que l'Etat doit aussi faire face à des conflits sociaux d'une ampleur et d'une récurrence jamais égalée dans l'histoire syndicale du Burkina Faso.

Notre pays a une longue tradition de lutte syndicale et c'est tout à son honneur et à l'honneur de toutes les Républiques qui se sont succédé jusque-là et dont les Constitutions respectives ont toujours garanti le droit de grève.

Dans sa mission de voter la loi, la septième législature, héritière de cette tradition républicaine, est résolument engagée sur la voie de l'approfondissement des libertés individuelles et collectives.

Si la fronde sociale à laquelle le pays fait face depuis plusieurs années témoigne, dans une certaine mesure, de la vitalité de notre vie démocratique, force est de constater que l'intransigeance et le corporatisme à outrance qui sous-tendent certaines revendications menacent l'avenir du secteur public.

Certes, je comprends la grogne des agents de l'Etat pour de meilleures conditions salariales. Mais faut-il pour autant faire dans la surenchère au moment où au Sahel, au Nord, au Centre-Nord, à l'Est et au Centre-Est, des Burkinabé n'aspirent qu'au premier des droits, c'est-à-dire le droit à la vie à cause de la menace terroriste ?

Certes, je comprends le recours des fonctionnaires aux grèves, aux sit-in et autres formes de pression pour la revalorisation de leur carrière. Mais faut-il pour autant faire dans le chantage au moment où des milliers d'enfants burkinabé n'ont plus accès au chemin de l'école du fait du terrorisme ?

Certes je comprends tous ces mouvements d'humeur contre la vie chère. Mais faut-il pour autant faire dans la démesure au moment où nos militaires, nos gendarmes, nos policiers, nos douaniers et nos forestiers payent de leur vie pour la sécurité de tous ?

Quand le péril menace la nation, l'exigence est à la responsabilité et à l'unité.

Quand le danger est là, nous devons transcender les réflexes corporatistes pour exalter le sens de l'intérêt général.

C'est à ce prix que nous parviendrons ensemble à ce nécessaire pacte social. Mais pas avec cette scène de guérilla syndicale à laquelle nous assistons et qui menace le climat social.

C'est pourquoi j'exhorte les partenaires sociaux à se libérer de ces formes de luttes excessivement protestataires et transgressives pour bâtir une culture de la négociation, du compromis et de la responsabilité.

Parvenir à un pacte social durable, c'est aussi placer les partenaires sociaux au centre du processus d'élaboration des normes et des réformes de l'administration publique.

Au nom de notre peuple et pour notre peuple, je lance un appel solennel à l'ensemble des syndicats, pour qu'ils acceptent de façon exceptionnelle, au regard de la situation de guerre que nous impose la nébuleuse terroriste, la trêve sociale que le gouvernement leur a demandée.

En échange, j'exhorte le gouvernement à engager et élargir un dialogue social franc et fécond avec les principaux acteurs du monde du travail, avec pour seule boussole l'intérêt général.

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et messieurs les Présidents d'Institution,

Distingués invités,

Cette première session ordinaire de l'année a été hélas marquée par la disparition d'un des nôtres, en la personne du député Tibila Kaboré arraché à notre affection le 12 mars dernier. A sa famille et

parents, je réitère toute ma compassion et mes sincères condoléances.

La session qui s'achève n'a pas été de tout repos pour les parlementaires. Le bilan que je vous propose ne saurait être exhaustif. Il comprend trois principaux axes :

Primo : de la déclaration de Son Excellence Monsieur le Premier ministre sur la situation de la nation.

Sur la base de l'article 109 de notre Constitution, nous avons accueilli le 16 mai dernier dans notre auguste Assemblée, Son Excellence Monsieur Joseph Marie- Christophe DABIRE, Premier Ministre, Chef du gouvernement, pour son exposé sur la situation de la nation.

Les députés à l'occasion ont pu exercer pleinement leur mission de contrôle de l'action gouvernementale par des questions d'éclaircissement ou de complément d'informations. C'est l'occasion pour moi de réitérer au nom de l'ensemble de mes collègues élus et en mon nom personnel nos vives félicitations à monsieur le Premier Ministre pour la clarté de sa démarche, la concision et la précision de son propos.

Secundo : du vote de la loi

Cette première session ordinaire de l'année a véritablement mérité son appellation de " session des lois".

En effet, du 06 mars au 03 juin 2019, au terme donc de trois mois d'activités intenses, notre auguste Assemblée a procédé à l'adoption de 42 projets de textes de loi qui se répartissent comme suit :

- 09 projets de lois portant autorisation de ratification de conventions et d'accords de prêt ;
- 21 projets de lois portant ratification d'ordonnance ;
- 12 autres projets de lois parmi lesquels le projet de loi portant code de procédure pénale, le projet de loi portant statut de l'agent judiciaire de l'Etat, le projet de loi portant réglementation de l'état de siège et de l'état d'urgence au Burkina Faso et le projet de loi portant modalités de promotion et d'officialisation de langues nationales au Burkina Faso.

Outre le vote de la loi, les députés ont, au cours de la session qui s'achève, exercé cette autre mission de contrôle de l'action gouvernementale qui leur est dévolue en interpellant le gouvernement à travers trois questions d'actualité, et quinze autres questions orales.

C'est donc avec le sentiment légitime du devoir accompli que nous procédons à la clôture de la présente session au cours de laquelle les députés ont une fois de plus fait preuve d'entrain et d'engagement.

Tertio : de nos actions au plan international

Cette première session ordinaire de l'année 2019 a coïncidé avec un agenda de la coopération parlementaire assez chargé mais néanmoins nécessaire à la consolidation et au renforcement du leadership de notre pays sur la scène internationale parlementaire mais aussi au raffermissement de nos liens d'amitié et de coopération au plan bilatéral.

1. Au Plan bilatéral

Il importe de retenir notre visite d'amitié et de travail à la tête d'une forte délégation de députés et de collaborateurs en République populaire de Chine du 25 au 29 avril 2019. Cette visite se veut un acte fort de légitimation consécutive à la reprise des relations diplomatiques entre nos deux pays.

C'est dans ce même sens que se situe notre visite en Arabie Saoudite du 1^{er} au 06 mai 2019 où j'ai eu l'honneur et le privilège d'être reçu par le Roi Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud. Cette visite aura permis à nos deux pays de réaffirmer leurs liens d'amitié de coopération et de s'engager à œuvrer pour leurs renforcements.

2. Au Plan multilatéral

On retiendra que depuis la 41^{ème} conférence de l'Union Parlementaire Africaine (UPA), sa présidence échoit au Burkina Faso.

Dans ce cadre, nous nous sommes engagés à opérer des reformes et à faire des ouvertures.

Nous avons aussi participé à la 140^{ème} Assemblée générale de l'Union interparlementaire (UPA) tenue du 6 au 10 avril à Doha au Qatar.

Toujours au plan multilatéral, il faut saluer notre participation à la 14^{ème} conférence de l'Union parlementaire des Etats membres de l'OCI au Maroc. Cette rencontre a permis au parlement burkinabé de réaffirmer son attachement aux valeurs en partage au sein de l'UPCI, et de réitérer son engagement à abriter la 15^{ème} conférence de l'organisation en janvier 2020 à Ouagadougou.

Par ailleurs, le parlement burkinabé a réussi l'organisation de la 11^{ème} conférence des présidents d'Assemblées et de sections de la région Afrique de l'APF qui s'est tenue du 25 au 27 avril 2019 et dont les conclusions et recommandations permettront une meilleure organisation de l'Assemblée régionale de l'APF.

Enfin, le dernier élément en date de nos activités de coopération parlementaire reste la session inaugurale de l'Assemblée plénière du Comité interparlementaire G5 Sahel tenue le 13 mai dernier dans notre capitale. La rencontre a été marquée, entre autres, par

l'élection du Président du parlement burkinabé à la tête dudit comité.

**Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs les Présidents d'institutions,
Mesdames et messieurs les membres du gouvernement,
Honorables députés,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs.**

La clôture de notre session intervient la veille de la fête de l'Aïd el Fitr qui marque la fin du jeûne du Ramadan. L'on remarquera qu'elle a débuté le 6 mars dernier, c'est-à-dire le mercredi des Cendres, jour qui marque le début du carême catholique.

Puisse cet heureux hasard du calendrier augurer des temps meilleurs pour notre nation.

En attendant, je voudrais, au nom de la Représentation nationale et au mien propre, souhaiter aux musulmans du Burkina Faso, bonne fête. Puisse Allah dans son infinie bonté et sa miséricorde renforcer la paix et la cohésion sociale dans notre pays.

Par ailleurs, l'avènement du mois de juin est aussi synonyme de début des travaux champêtres. En conséquence, qu'il me soit

permis de souhaiter au monde rural, au nom de l'ensemble de mes pairs élus une bonne saison pluvieuse.

Aux milliers d'élèves et étudiants qui préparent leurs examens de fin d'année, je souhaite bon courage et bonne réussite.

J'ai une pensée particulière pour ceux dont les salles de classe ont été fermées ; la représentation nationale encourage le gouvernement dans ses initiatives pour permettre à la majorité d'entre eux de poursuivre les cours en vue de l'organisation spéciale des examens et des compositions de fin d'année.

Je ne saurais clore mon propos sans faire part aux éminentes personnalités ici présentes de ma sincère gratitude et de mes vifs remerciements pour avoir bien voulu sacrifier de leur temps précieux pour honorer de leur présence, la présente cérémonie. Soyez en remerciés.

Sur ce, je vous renvoie, Mesdames et Messieurs les députés, dans vos circonscriptions respectives auprès de l'immense majorité de nos populations qui ont déjà débuté les travaux champêtres et qui attendent qu'on leur manifeste plus de solidarité et d'égard.

Et puisque ce n'est pas avec les mains vides que l'on se rend au champ, je sais d'avance que c'est avec des cargaisons d'engrais, de semences améliorées et de matériel aratoire, que vous témoignerez de votre considération au monde paysan.

C'est sur cette note d'espoir la mieux partagée par tous que je déclare close la première session ordinaire de l'année 2019.

Dieu bénisse le Burkina Faso.

Je vous remercie !